

**COMMUNIQUE RENDU PUBLIC PAR LA FEDERATION DES
ASSOCIATIONS AFRICAINES DE RELATIONS PUBLIQUES (FAPRA) A LA
FIN DE SA 17^{ème} CONFERENCE SUR LES RELATIONS AFRICAINES
ORGANISEE AU NICON HILTON HOTEL A ABUJA, AU NIGERIA,
du 24- 26 MAI 2004**

A. PREAMBULE

La 17^{ème} Conférence de la Fédération des associations africaines de relations publiques (FAPRA) s'est tenue à NICON Hilton Hotel, Abuja, au Nigeria du 24 au 26 mai 2004. La Conférence, ayant débattu du thème : **"Bonne gouvernance et Défis en matière de relations publiques en Afrique"** a été déclarée ouverte par le président de la République fédérale du Nigeria, Olusegun Obasanjo, représenté par le ministre de l'Information et de l'Orientation nationale, Chief Chukwuemeka Chikelu.

Au total, 18 communications et discours ont été présentés durant la conférence de trois jours, qui a regroupé plus de 300 participants venus du Ghana, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Nigeria, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique. Les travaux en atelier et les débats ont permis aux participants d'examiner d'un œil critique tous les documents de façon franche, responsable et systématique.

B. RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

A la fin des délibérations, les résolutions et recommandations suivantes ont été examinées et adoptées.

1. La bonne gouvernance, basée sur un niveau élevé de transparence, d'obligation de rendre compte, d'honnêteté, de responsabilité sociale, de respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit, est essentielle pour un développement effectif de l'Afrique. Les dirigeants et gouvernements africains sont par conséquent, appelés à embrasser les principes d'ouverture, de transparence, d'obligation de rendre compte, et de respect de l'Etat de droit et des droits fondamentaux dans la gouvernance pour influencer positivement la vie des populations d'Afrique.
2. Des études concrètes montrent clairement que les Africains préfèrent généralement, un régime démocratique à un régime dictatorial et soutiendraient tout bon gouvernement qui fait la promotion de la démocratie. En conséquence, les dirigeants africains devraient faire preuve de plus de transparence et de responsabilité, et fournir de bons services et infrastructures aux citoyens.
3. Des efforts planifiés, ciblés et soutenus sont nécessaires pour créer, maintenir et entretenir des relations cordiales aussi bien au sein du gouvernement que hors du gouvernement afin de parvenir à la bonne gouvernance. Les dirigeants africains devraient par conséquent avoir recours à des relations publiques efficaces pour évaluer



régulièrement l'opinion publique, le comportement et la perception de tous les acteurs aussi bien à l'intérieur de leur pays qu'à l'extérieur.

4. Les dirigeants africains n'impliquent pas convenablement leurs citoyens dans les processus de prise de décision, d'où l'apathie qui prévaut au sein de la population. Les dirigeants africains devraient par conséquent créer un environnement favorable et propice à la participation des populations à travers une certaine ouverture et transparence.
5. En Afrique, les spécialistes en relations publiques ont tendance à se précipiter pour concevoir des actions et programmes de communication sans une enquête sur l'environnement. Les spécialistes en relations publiques devraient, par conséquent, être plus proactifs dans l'analyse des questions et événements et donner, très tôt, des signaux avertisseurs aux gouvernements en vue d'une gestion saine et durable.
6. La globalisation a créé le besoin urgent pour les pays africains de respecter certaines normes internationales en vue de rester compétitifs dans l'économie mondiale. Tous les pays africains devraient, par conséquent, s'efforcer d'entériner les normes internationales afin d'attirer plus d'investisseurs étrangers.
7. Comparée à d'autres régions du monde, l'Afrique n'a pas pu attirer un investissement étranger suffisant à cause de facteurs au nombre desquels : le taux élevé de corruption, des infrastructures médiocres, l'instabilité politique et l'insécurité. Les gouvernements africains sont, par conséquent, invités à mettre en place des mesures pour combattre tous les facteurs négatifs qui empêchent le flux d'investissements sur le continent.
8. Les efforts de promotion de l'investissement faits par les pays africains sont entravés par la multiplicité d'agences et de porte-paroles qui expriment souvent des points de vue contradictoires et divergents sur des questions similaires embrouillant à l'occasion de potentiels investisseurs. Pour attirer alors des investissements étrangers, les pays africains devraient assurer une bonne coordination de toutes les agences appropriées concernées par les promotions de l'investissement afin qu'un message simple et cohérent soit envoyé à tous les acteurs aussi bien à l'intérieur de leurs pays qu'à l'extérieur.
9. Vu la recherche constante d'investissements internationaux, les pays africains devraient être conscients de l'image négative du continent au sein de la communauté mondiale, et adopter ainsi des mesures correctives basées sur une recherche bien approfondie. A cet égard, les gouvernements africains sont invités à mener des études régulières sur l'image du pays qui donneront des informations essentielles pour promouvoir le tourisme, l'investissement et le commerce ; et à garantir collectivement une nouvelle image attrayante pour l'Afrique.
10. Les Africains semblent avoir généralement une image négative de leur continent. Il est



nécessaire de procéder à une réorientation des Africains afin de changer la perception qu'ils ont du continent et insister sur ses qualités plutôt que sur ses tares. La pratique des relations publiques devrait être appliquée pour expliquer les solutions plutôt que d'identifier continuellement les problèmes. Par conséquent, en faisant le marketing de l'Afrique, tout en reconnaissant les problèmes du continent, les spécialistes en relations publiques et autres communicateurs devraient insister plus sur les succès et exploits du continent plutôt que sur ses défauts.

11. La bonne gouvernance intégrée dans le NEPAD, l'initiative de développement conçue par l'Afrique, qui a le soutien du G8 et de l'Assemblée Générale des Nations Unies, devrait être recherchée vigoureusement par les pays africains afin de garantir un développement accru et une pleine participation de la société civile. Par conséquent, les gouvernements africains devraient se lancer dans des campagnes de publicité rigoureuse et d'explication sur les activités et les programmes du NEPAD en vue d'obtenir et de conserver le soutien du public.
12. Les blocs économiques sur le continent africain ne semblent pas être assez dynamiques pour satisfaire les besoins du continent. Les gouvernements africains sont, par conséquent, invités à revitaliser et à renforcer ces blocs économiques régionaux en vue d'accroître leurs potentiels en tant que moteurs de développement sur le continent.
13. L'instabilité politique, les affrontements ethniques et intercommunautaires sont devenus endémiques en Afrique et tendent à dépeindre le continent sous un mauvais jour sur le plan international, et comme une menace pour de potentiels investisseurs. En conséquence, dans la gestion des différentes crises dans leurs pays et sur le continent, les dirigeants africains devraient mettre en place des stratégies efficaces et efficaces pour gérer les conflits et garantir une paix durable, la stabilité et un développement économique.
14. Les gouvernements en Afrique ont tendance à ne pas être imaginatifs, novateurs et proactifs dans leurs efforts diplomatiques pour protéger et projeter l'image de leurs pays. Les gouvernements africains et les professionnels des relations publiques devraient adopter une **stratégie de diplomatie publique** en projetant l'image de leur pays à l'extérieur, par opposition à la diplomatie traditionnelle **de gouvernement à gouvernement**.
15. Il y a un manque criard d'idées, de stratégies et d'approches documentés en matière de Relations publiques africaines intra-pays sur le continent. Les spécialistes devraient, pour cette raison, se battre pour développer une organisation africaine authentique de connaissance dans l'art et la science des Relations publiques.

Kabir Dangogo
Secrétaire-General

